

## **Le régime militaire a suspendu de leurs fonctions au moins 1 683 enseignant·es et membres du personnel administratif de 15 universités en grève.**

À la suite du coup d'État du 1er février, de nombreux fonctionnaires du pays se sont mis en grève car ils et elles étaient opposé·es à la prise de pouvoir, refusant de travailler sous un régime militaire.

Le régime a ordonné la réouverture des classes de doctorat, de maîtrise et de dernière année de licence le 5 mai dans tout le pays, et le retour au travail des enseignant·es et du personnel administratif le 3 mai au plus tard, en demandant aux autorités universitaires de lui communiquer la liste des absent·es.

Parmi les personnes suspendues de leurs fonctions figurent des professeur·es, des professeur·es associé·es et du personnel administratif. Les avis signés par les recteur·es concerné·es indiquent qu'ils et elles ont été suspendu·es de leurs fonctions en raison d'une absence non autorisée.

**Selon les listes obtenues par *The Irrawaddy*, un total de 339 enseignant·es et membres du personnel administratif ont été suspendu·es à l'Université de Yangon, 392 à l'Université des arts et des sciences de Mandalay, 149 à l'Université des langues étrangères de Mandalay, 60 à l'Université technologique de Myitkyina, 72 à l'Université technologique de Taungoo, 137 à l'Université de l'éducation de Yangon et 45 à l'Université maritime du Myanmar.**

**Les autres institutions concernées sont les universités d'informatique de Patheingyi et Taungoo, l'université de Sittwe, l'université de Maubin et les universités technologiques de Taunggyi, Hpa-an, Patheingyi et Kengtung.**

**Ces chiffres ne représentent que ceux que *The Irrawaddy* a pu vérifier, et le nombre réel de ceux et celles qui ont été suspendu·es pourrait être beaucoup plus élevé.**

« *Quoi qu'il arrive, nous continuerons à nous engager dans le mouvement de désobéissance civile jusqu'au bout. Nous devons résister parce que nous ne pouvons pas laisser nos générations futures sous le joug du régime militaire* », a déclaré un maître de conférences assistant en grève de l'université de Yangon, qui a été accusé d'incitation [à la rébellion] par le régime.

Les enseignant·es sont heureux·euses et fier·es d'être suspendu·es de leurs fonctions pour avoir rejoint le MDP, a-t-il dit, et les enseignant·es en grève qui n'ont pas encore été inclus·es dans les listes de suspension sont même inquiet·es qu'ils et elles soient pris·es pour des appuis du régime par le public.

La volonté du régime militaire de rouvrir les universités et les écoles se heurte à une résistance croissante, les manifestant·es anti-régime appelant au boycott de l'enseignement dans le cadre du Mouvement de désobéissance civile national contre la junte. Les enseignant·es estiment que cette résistance est un signe de l'échec du coup d'État.

Face à une pénurie d'enseignant·es, le régime militaire recrute des chargé·es de cours et prévoit de donner des promotions à des professeur·es ne faisant pas partie du mouvement contre la junte pour remplacer les recteur·es et vice-recteur·es en grève, ont déclaré les enseignant·es en grève.

Parallèlement, le régime fait également pression sur les fonctionnaires en grève, notamment les enseignant·es et les travailleur·euses de la santé, pour qu'ils et elles reprennent le travail en les poursuivant pour incitation [à la rébellion] et en arrêtant leurs proches.

L'article sur le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites :

<http://www.laboursolidarity.org/La-junte-du-Myanmar-suspend-plus>

Par The Irrawaddy, 8 mai 2021  
Traduction Patrick Le Tréhondat